

## **JE M'ENGAGE !**

Le 13 août 1960, le territoire français de l'Oubangui-Chari accédait à l'indépendance et à la souveraineté internationale sous le nom de République Centrafricaine. Comme plusieurs autres Etats africains au cours de cette même année, le pays s'ouvrait à la liberté et à la souveraineté internationale. C'est le lever du « soleil des indépendances » !

En Centrafrique, il n'en est rien. A l'inverse de l'Evangile de saint Matthieu selon lequel « sous le ciel, le soleil luit pour tout le monde » (chapitre 5, verset 45), le ciel centrafricain continue de s'obscurcir, après 53 années de pleine souveraineté. Le pays s'enfonce dans les abysses de la misère et retourne à l'état sauvage.

S'inspirant de l'exemple du philosophe Diogène, qui cria « Ôtes toi de mon soleil ! » au roi Alexandre qui lui promettait monts et merveilles, les troupes de la rébellion Séléka sont entrées le 20 mars 2013 dans Bangui, la capitale du pays, désertée par le général François Bozizé qui aura présidé aux destinées du pays durant 10 ans, après avoir lui-même renversé par une insurrection militaire le président « démocratiquement élu » Ange Félix Patassé, ancien premier ministre de Jean-Bedel Bokassa.

Malheureusement, l'alliance Séléka ne sut tenir ses promesses. Depuis son arrivée au pouvoir, la vie quotidienne des Centrafricains est une litanie de rapt, de vols, d'agressions, d'enlèvements, de viols, d'assassinats, etc.

Plus de cent jours ont passé depuis ce 23 mars 2013 sans que le pays n'ait connu un seul jour d'état de grâce ! Le peuple vit dans la peur permanente parce que l'insécurité est, elle-même, grandissante. L'administration ne fonctionne plus, faute de moyens et de ressources (les mobiliers et archives ayant été soit détruits soit emportés par les pillards). L'économie est à l'abandon (les derniers opérateurs économiques et investisseurs étrangers ont vu leurs entreprises réduites en cendres).

Tout semble accabler les milices rebelles de l'alliance Séléka ou prétendues telles. Sans pouvoir sur leurs troupes, constituées pour l'essentiel de mercenaires soudanais et tchadiens, les chefs de la rébellion sont tenus pour responsables de ce chaos. Pour se dédouaner, ils accusent les partisans du précédent gouvernement.

Il se peut en effet que des séides de l'ancien régime ajoutent leur participation au chaos ambiant.

Pour preuve, l'ancien président François Bozizé, réfugié pour l'instant en France où il se partage entre Tours et Paris, pronostique déjà son retour : « Si l'occasion se présente, je souhaite reprendre le pouvoir », déclare-t-il dans une interview ! On n'attendait pas moins de cet aventurier opportuniste, qui aura saigné la République centrafricaine jusqu'au dernier carat de diamant, sans que jamais le pays ne connaisse ni la paix ni la prospérité.

Il est d'ailleurs curieux que la France socialiste du président François Hollande, si prétendument soucieuse des droits de l'homme dans le monde, et qui a pris récemment conscience du risque de somalisation du pays, accepte sur son territoire un dirigeant aussi corrompu et couvert de sang, menacé d'une poursuite devant les juridictions nationale et internationale. Les autorités françaises auront à faire droit, le moment venu, aux exigences de justice du peuple centrafricain, sauf à se discréditer.

### **Pourquoi je m'engage !**

C'est dans ce contexte qu'a été élaborée et votée dans la hâte la Charte de la Transition, par les 135 membres du Conseil national de transition (CNT).

La Charte, qui se réclame « au nom de Dieu et du peuple centrafricain », fixe les modalités du fonctionnement institutionnel de l'Etat pour les 18 prochains mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la transition telle quelle a été négociée à Libreville le 11 janvier 2013. Mais cela n'ira pas sans danger.

En effet, les accords de Libreville stipulent que les responsables de la transition, soit le président, le premier-ministre et les membres du gouvernement, ne peuvent prétendre à la candidature aux prochaines élections présidentielles qui seront organisées à la fin de la période de 18 mois. Or certains esprits malins impliquent désormais les membres des autres organes de la transition !

Il apparait ainsi que tout est fait pour assécher le vivier des prétendants à la magistrature suprême du pays, quitte à favoriser une candidature unique.

Déjà, quelque leader de l'opposition démocratique se place. Pour tromper son monde, celui-ci se prévaut de son appartenance à l'Internationaliste socialiste, prétend avoir l'oreille de Paris et joue à l'occasion le rôle d'éminence grise et officieux du Premier-ministre de transition ! Pour ajouter à la confusion, il voyage aux frais de l'Etat et squatte les salons d'honneur des aéroports de Paris sans ordre de mission ; au point de provoquer l'indignation et les cris de détresse des militants du MLPC (mouvement de libération du peuple centrafricain), lesquels placent leur colère sous une citation de Harry G. Frankfurt : « Ce qui nous révoltent chez les menteurs, même s'ils nuisent à l'humanité dans son ensemble, c'est avant tout le tort qu'ils nous causent personnellement en propageant le mal dans tout le pays » (Bangui, communiqué du 1<sup>er</sup> août 2013).

Les accords de Libreville sont ainsi violés dans les textes et dans leur esprit. Nul ne s'offusquera qu'ils soient amendés au regard de ce qui se passe sur la terrain. Il est de la mission du Médiateur de veiller au respect des termes de ces accords.

Le Médiateur doit exiger que les règles du jeu soient respectées par tous les acteurs de la transition, et en particulier par le Premier-ministre dont la tâche primordiale est de conduire et diriger la politique de la Nation.

Or ce dernier observe la politique de l'autruche et s'en remet à la seule providence pour délivrer le peuple centrafricain des hordes barbares qui s'éternisent sur son sol et violent impunément la sécurité publique. L'échec du Premier ministre est désormais patent, au point de soulever le mécontentement de ceux qui hier l'adoubaient ! Comme il ne peut être démis par le président de la Transition, il lui appartiendra à terme de prendre ses responsabilités.

C'est pour contester cette lecture manichéenne de la réalité centrafricaine qu'il faut s'engager, en prenant appui sur l'adage que l'on prête au défunt président américain John Kennedy : « Ne te demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, demandes toi ce que tu peux faire pour ton pays ».

### **Oui, je m'engage !**

- Je m'engage d'abord à mettre fin à ce déluge de verbiage qui s'est emparé de ceux qui se prétendent de l'élite centrafricaine et qui consiste à tout critiquer sans rien proposer.
- Je m'engage ensuite à dénoncer cette pratique qui consiste à s'invectiver par les insultes, les grossièretés et les mises en cause ad hominem, sans vouloir rechercher chez l'autre la parcelle de vérité qui est le sien.
- Je m'engage encore à contrebalancer les organisations et associations dites de la société civile qui interviennent sur le terrain car, portées par des idéaux nobles d'entraide et de solidarité, elles participent nolens volens à la perpétuation de l'état de fait, celui de l'assistantat, et renforce par la même occasion les dictateurs dans leur entreprise de prédation. Comment comprendre autrement le rôle actuel joué par les anciens présidents de la Ligue centrafricaine des droits de l'Homme et de la Croix rouge centrafricaine, aujourd'hui au gouvernement? Ils n'apportent rien de plus, si ce n'est de servir de caution ou d'alibi, alors que le peuple est dans une situation de crise humanitaire aigüe.
- Je m'engage surtout à réaffirmer et porter haut la tradition politique centrafricaine voulue et consacrée par la philosophie de Bartélémy Boganda, fondée sur le respect des droits de l'Homme, et selon laquelle tout homme est un Homme, « Zo kwè zo » ! Cette doctrine impose de faire échec à toutes les politiques qui portent atteinte à la liberté et à l'intégrité

- physique et morale de chaque citoyen.
- Je m'engage également à défendre le principe de la laïcité de l'Etat afin que le droit ne soit soumis à aucune religion particulière ou à aucun gouvernement théocratique, sans considération pour la morale, les traditions et les coutumes du peuple centrafricain.
  - Je m'engage une fois de plus à lutter pour reconquérir l'indépendance véritable et la souveraineté de la RCA, sans lesquelles il est vain de s'honorer de la richesse du sous-sol et du sol du pays, si celui-ci n'en tire aucun avantage au bénéfice de sa population.
  - Je m'engage à favoriser l'émergence d'un grand parti politique, démocratique et républicain, résolument attaché à rassembler l'ensemble du peuple centrafricain, à défendre ses intérêts et ses idéaux de liberté, de paix et de justice, en combattant les micro-partis d'essence régionaliste, tribaliste ou despotique, qui visent à asseoir des intérêts particuliers – ceux de leurs dirigeants - au détriment de l'intérêt général.
  - Je m'engage à combattre le dépérissement de l'Etat et de ses services publics, et à favoriser la création de véritables entreprises nationales dans les secteurs stratégiques.
  - Je m'engage enfin à promouvoir et à défendre la spécificité de la culture centrafricaine, tout en respectant les voies choisies par les autres peuples épris de liberté et de paix dans le monde.

Prosper INDO

Paris, le 13 août 2013. *Dossier spécial sangonet.com*